Étude d'une relation ambiguë

Jacques Foccart et l'entreprise Pechiney

Florence Hachez-Leroy

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/732>

DOI : 10.4000/ccrh.732

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2002

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Florence Hachez-Leroy, « Étude d'une relation ambiguë », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 30 | 2002, mis en ligne le 22 novembre 2008, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/732> ; DOI : 10.4000/ccrh.732

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Étude d'une relation ambiguë

Jacques Foccart et l'entreprise Pechiney

Florence Hachez-Leroy

- 1 La publication des cinq tomes du *Journal* de Jacques Foccart permet de découvrir un aspect peu connu de l'homme, celui des relations qu'il entretenait avec les patrons d'industrie. Un certain nombre de dirigeants de sociétés françaises sont cités, dans les domaines du pétrole, de l'automobile, du textile, etc. parfois en mentionnant un simple rendez-vous, d'autres fois en explicitant l'objet de l'entretien. Le fait est que Jacques Foccart semblait attacher un soin particulier à ce type de relations, allant régulièrement se soumettre aux questions des industriels implantés en Afrique et outre-mer, dans le cadre du GIAOM. La société Pechiney fait partie des entreprises citées à de nombreuses reprises dans le *Journal* de Jacques Foccart. Plus particulièrement, deux hommes y sont mentionnés : Pierre Jouven, président-directeur général de Pechiney de 1968 à 1975, et Jacques Marchandise, directeur adjoint puis directeur délégué de Pechiney (1970-1975) et Président de Fria, la filiale guinéenne productrice d'alumine, à partir de 1969. Il reviendra à la tête de Frialco de 1982 à 1984. Tantôt il s'agit simplement de la mention d'une entrevue, tantôt les commentaires sont plus explicites. Ces occurrences apparaissent dans les volumes III, IV et V et il nous est apparu intéressant de comprendre pourquoi des liens existaient entre le pouvoir politique français et l'industriel, et de quelle nature ils étaient. Pour ce faire, nous disposons des archives de l'entreprise, d'un certain nombre de travaux, dont la thèse de Jacques Larrue¹ et les témoignages d'un groupe de recherches sur l'histoire de Fria que nous animons à l'Institut pour l'histoire de l'aluminium, et surtout, nous avons la chance de bénéficier du témoignage et des archives de Jacques Marchandise lui-même. Qu'il trouve ici l'expression de notre infinie gratitude.
- 2 Nous décomposerons cette étude en deux temps délimités à la fois géographiquement et temporellement : la Guinée entre octobre 1969 et octobre 1971 et la Nouvelle-Calédonie, entre juillet et décembre 1973.

Sékou Touré, Pechiney et Foccart

- 3 La société Pechiney est présente en Guinée depuis 1951, date de la création de la Société africaine de recherche et d'étude pour l'aluminium (SAREPA). Roland Pré, alors gouverneur de Guinée, y encourageait les recherches minières. En 1955, l'entreprise française participe à un consortium européen² nommé Afral, chargé d'étudier les possibilités de développer une industrie de l'aluminium en Afrique. C'est à cette date que Jacques Marchandise est chargé de suivre le projet guinéen.
- 4 L'homme mérite que l'on s'attarde sur son passé, alors qu'il n'est âgé que de 37 ans. Avocat de formation, résistant reconnu, il accompagna le général de Gaulle deux jours durant dans sa visite du département de l'Aisne libéré. Auditeur au Conseil d'État en 1946, il prit ensuite rapidement du galon dans la hiérarchie des cabinets ministériels :
 - chef de cabinet du ministre des Anciens combattants et victimes de guerre, André Maroselli, 1948,
 - chargé de mission au cabinet du ministre de la France d'outre-mer, Pierre Pflimlin, 1952,
 - chef de cabinet du ministre de la France d'outre-mer, Louis Jacquinot, 1952-1954,
 - en 1954, il est nommé maître des requêtes au Conseil d'État, où il entre en même temps que Georges Pompidou,
 - en 1955, il est directeur général adjoint du Bureau des recherches minières avant de rejoindre la société Pechiney comme attaché à la direction.
- 5 En 1957, le projet de constitution d'une entreprise en terre guinéenne se précise avec la création de Fria où la part de Pechiney est prépondérante. Le régime fiscal dont bénéficie l'entreprise est alors discuté avec le ministère de la France d'outre-mer ; Jacques Marchandise est un interlocuteur de choix dans ces négociations où il s'agit de créer de toutes pièces des règles en la matière. Afin d'entreprendre tous les travaux d'infrastructure, Pechiney crée ensuite deux sociétés dont Jacques Marchandise assure le secrétariat général : Transfria et Sifria. Raoul de Vitry en est président, Pierre Jouven, administrateur délégué.
- 6 L'année 1958 inaugure une période de forte inquiétude pour l'industriel français : au cours d'un voyage mouvementé en Guinée, pendant une tournée dans les pays africains, le général de Gaulle est publiquement pris à partie par Sékou Touré dans un discours, et décide de rompre les relations diplomatiques entre la France et la Guinée. Les Guinéens choisirent ensuite l'Indépendance en répondant au référendum initié par de Gaulle. Jacques Foccart n'a malheureusement pas consigné les événements sur cette période, en particulier les conditions du voyage de De Gaulle au mois d'août 1958 et ses répercussions. Nous ne pouvons donc pas nous y attarder ici, bien que les archives de Jacques Marchandise évoquent à la fois sa rencontre avec de Gaulle lors de ce voyage, et ses discussions avec Foccart. Nous en retiendrons néanmoins l'idée d'un lien déjà tissé directement avec Jacques Foccart, d'autant que l'entreprise française conserve une relation privilégiée avec Sékou Touré, malgré quelques difficultés.
- 7 Ces difficultés se manifestèrent à partir de 1970 par des moments tragiques, pour les Guinéens comme pour les expatriés français : arrestations, emprisonnements arbitraires et tortures.
- 8 Les relations franco-guinéennes entre États étant suspendues, Fria, par le biais de Jacques Marchandise, se trouva en situation d'intermédiaire officieux. C'est dans ce cadre que l'on

voit, le 10 octobre 1969³, Jacques Foccart remettre les livres de Sékou Touré « arrivés par l'intermédiaire de Jacques Marchandise », au président Pompidou et au général de Gaulle. Pompidou n'en est guère surpris et répond :

Le mieux, comme je connais Marchandise, est de me faire signer une lettre pour lui, dans laquelle je lui dirai que j'ai bien reçu les livres que Monsieur le président Sékou Touré a fait parvenir à mon intention et que je le prie de l'en remercier.

- 9 Interrogé à ce sujet, Jacques Marchandise confirme ce rôle d'intermédiaire régulier où, périodiquement, il apporte à l'Élysée les dernières œuvres de Sékou Touré.
- 10 Le souhait de Sékou Touré de reprendre des relations diplomatiques « normales » avec la France marque l'ensemble de l'année 1970. La volonté du président Pompidou, conseillé par Jacques Foccart, était alors de ne pas brusquer les choses, mais de s'assurer progressivement de la bonne volonté et de la sincérité du président guinéen. Une allusion à l'action du Quai d'Orsay, le 5 mars 1970, laisse néanmoins percevoir une divergence de vue sur le sujet entre le Quai et le secrétariat général aux Affaires africaines et malgaches.
- 11 Le 3 juin 1970, Jacques Foccart mentionne une entrevue avec Jacques Marchandise, sans la commenter. Le compte rendu de cette rencontre a été relevé et conservé par Jacques Marchandise dans une note confidentielle adressée à Pierre Joven, président de Pechiney. Elle porte bien la date du 3 juin 1970, et débute par « j'ai été convoqué aujourd'hui par M. Foccart ». Il y rapporte « le vif désir » exprimé par Foccart de « favoriser une reprise des relations franco-guinéennes ». Pourquoi s'adresser à Marchandise ? Patron de Fria, celui-ci est amené à rencontrer Sékou Touré régulièrement, deux ou trois fois par mois, lors de ses voyages en Guinée. Il s'agit de régler les multiples problèmes, non techniques, liés à l'activité industrielle, et qui ont des répercussions sur la vie sociale et politique de la Guinée : problèmes de salaire, formation, législation sur le travail, investissements... Les sujets ne manquent pas où le responsable d'industrie négocie directement avec le président. À l'issue de ses rencontres régulières avec Sékou Touré, Jacques Marchandise est à même de fournir des renseignements précieux aux responsables politiques français qui ont cessé tout contact diplomatique. Le président guinéen n'en est pas dupe puisqu'il confie ses ouvrages à destination de la présidence de la République française par le biais de Jacques Marchandise. En sollicitant ce dernier, Foccart contourne implicitement et sciemment la diplomatie française du Quai d'Orsay.
- 12 Le cas guinéen réapparaît le 22 janvier 1971⁴, lors du déjeuner offert par le président Pompidou aux vingt-quatre plus grands patrons travaillant en Afrique, et parmi lesquels figure Pierre Joven. La démarche de Pompidou mérite d'être soulignée, d'autant que le thème de son allocution, rapportée par Foccart, montre une prise de position en faveur de l'africanisation et, carotte au bout du bâton, la garantie des investissements. Le cas guinéen est évoqué dès avant le repas, lors d'une conversation particulière entre Joven et Pompidou, mentionnée par Foccart. Le sujet est de nouveau abordé en audience le soir même⁵.
- 13 La situation politique guinéenne a pris un tournant dramatique après le débarquement portugais⁶, avec la pendaison de cinquante-huit Guinéens opposants, ou supposés l'être, et l'arrestation de vingt Français. Pompidou envisage l'intervention militaire française pour évacuer les expatriés français résidents en Guinée. À deux reprises, le 18 février puis le 16 avril 1971, Foccart mentionne ses relations avec Jacques Marchandise.
- 14 En septembre, la situation de Fria prend une tournure tragique : après les Guinéens, ce sont des expatriés français travaillant à l'usine qui sont arrêtés et emprisonnés.

L'émotion est particulièrement forte lorsque, le 22 septembre, une jeune femme travaillant au laboratoire de l'usine est arrêtée et emprisonnée sans explication. Le 26 septembre, trois de ses collègues qui voulaient envoyer un télégramme de protestation à Sékou Touré sont aussi arrêtés et malmenés, avant d'être relâchés le lendemain. Plusieurs responsables de l'entreprise, dont l'administrateur délégué, particulièrement soupçonné d'espionnage, sont devenus *persona non grata* sur le territoire guinéen et menacés d'emprisonnement.

- 15 Le 27 octobre 1971, avant de partir en Guinée, Jacques Marchandise rencontre Foccart. Nous ne connaissons pas la teneur de leur entretien.
- 16 Début novembre, accompagné du nouvel administrateur délégué, il rend visite à Sékou Touré, qui lui reproche d'avoir protégé un espion et justifie ses accusations. L'objectif de Jacques Marchandise est alors d'obtenir la libération de l'employée de Fria, et de souligner les difficultés de fonctionnement de l'entreprise dans un contexte aussi tendu. Il mise sur les négociations qu'il avait engagées dès 1970 pour transformer Fria en société d'économie mixte à laquelle participerait la Guinée. Les événements de novembre 1970 avaient tout interrompu.
- 17 Les conclusions de l'entretien ne portent pas à l'optimisme : la libération escomptée n'est pas obtenue ; il en est de même des collaborateurs africains de l'entreprise eux aussi détenus ; Sékou Touré se réserve le droit de faire cesser les activités de Fria s'il s'avérait que l'entreprise était complice de l'espion. Pechiney envisage sérieusement l'hypothèse de cesser toutes activités en Guinée.
- 18 La libération de l'employée de Pechiney n'interviendra qu'un an plus tard, le 22 novembre 1972. Jacques Marchandise aura dû, pour cela, solliciter l'intervention du secrétaire général du Parti socialiste, François Mitterrand, qui se rendra personnellement en Guinée pour rencontrer Sékou Touré. Il en reviendra accompagné de la Française. Il n'est nullement fait mention de cette libération dans le *Journal de l'Élysée*, mais il est vrai que cette semaine-là, Foccart accompagne le président Pompidou en voyage officiel à Ouagadougou. Dans les années suivantes, Jacques Marchandise tenta de faire délivrer les autres Français emprisonnés, au nombre d'une vingtaine.
- 19 De cette analyse un peu fastidieuse des événements et du rôle politique d'un industriel français en Afrique, il est possible d'aboutir à un certain nombre de conclusions, desquelles nous nous garderons bien de tirer des généralités :
 - La nécessité, pour une grande entreprise comme Pechiney, de confier à un homme, aux compétences extrêmement politiques, la gestion des relations avec le pouvoir politique guinéen. La personnalité très complexe de Sékou Touré a sans aucun doute largement contribué à rendre cette fonction encore plus primordiale pour la vie de l'entreprise.
 - La proximité des relations entre l'homme d'entreprise et le gouvernement français dans une conjoncture défavorable où les relations diplomatiques étaient interrompues. Le passé politique de Jacques Marchandise et son sens de l'État furent sans aucun doute des éléments déterminants.
 - Les limites de l'action de Jacques Foccart en Guinée, où il n'avait aucun moyen d'intervenir. Sa seule possibilité était de se tenir informé des dispositions du président guinéen à l'égard de la France. Son habileté résida néanmoins dans le choix de Jacques Marchandise, à la fois témoin et acteur auprès de Sékou Touré.
 - Jacques Marchandise appartient-il à un quelconque « réseau Foccart » ? Il fut avant tout un interlocuteur privilégié du gouvernement français en raison de ses fonctions au sein de

Pechiney et plus particulièrement en Guinée, à un moment où l'histoire des relations entre les deux pays était très particulière.

Le nickel de Nouvelle-Calédonie

- 20 Le cas du nickel de Nouvelle-Calédonie est tout à fait différent. Nous ne le traiterons pas de la même façon – faute d'un accès aux archives de l'entreprise – et resterons au stade des hypothèses. Nous fonderons notre analyse sur les longs passages que Foccart accorde à ce sujet dans le volume V, sur le dépouillement du journal *Le Monde* pendant cette période, et sur les conversations que nous avons pu avoir avec des ingénieurs de Pechiney qui eurent à traiter ce dossier. La problématique du nickel est à l'inverse de la Guinée : face à la concurrence américaine qui s'y manifeste, Jacques Foccart entreprend de convaincre des industriels français d'investir dans une nouvelle société à constituer pour exploiter les ressources minières de l'île. L'objectif est de faire cesser le monopole de la Société Le Nickel (SLN), contre lequel les Américains se battent. Ces derniers sont à l'affût de toute nouvelle mine de nickel à un moment où le développement de la filière nucléaire laisse supposer que ce minerai va devenir stratégique.
- 21 Le problème est délicat car la situation politique et sociale de l'île est très tendue.
- 22 Après six années de croissance très forte, une récession brutale a secoué le marché du nickel en 1972, avec une baisse de 37 % du prix de vente du minerai. La SLN, malgré une production en hausse, a subi une perte de 80 millions en 1972 et 160 millions sont estimés pour 1973. La brusque crise économique qui frappe la Nouvelle-Calédonie relance les velléités d'autonomie. Pour diminuer le chômage, les Calédoniens demandent le départ des métropolitains attirés par les promesses de gains faciles, mais surtout, ils revendiquent une libre concurrence dans l'exploitation du nickel, avec une préférence affichée de l'assemblée territoriale et de l'Union calédonienne pour la société américano-canadienne, Inco. Or, la décision d'autoriser ou non un nouvel exploitant sur l'île appartient au gouvernement français. Le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) détient, en effet, la concession de la montagne Goro, qui représente 30 à 50 % des réserves mondiales de nickel estimées à cette date.
- 23 En 1969, un premier montage avait été réalisé avec Inco, et avait donné naissance à la Cofimpac ; Inco détenait 40 % du capital tout en assurant 60 % du financement et était associée à un conglomérat de sociétés et banques françaises. Le BRGM apportait son domaine minier au capital. De gros travaux furent réalisés, mais une rentabilité douteuse, une stratégie d'attente des nord-Américains et la crise du nickel mirent finalement à mal ce montage en 1972.
- 24 Soucieux de préserver les intérêts français sur place, le gouvernement français tenta donc de persuader la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (SNPA) de se substituer à Inco dans la Cofimpac. La SNPA accepta et présenta un projet d'usine en partenariat avec Free Port Minerai, le principal concurrent d'Inco. Cette dernière fit alors de même, et en janvier 1973, le gouvernement français se trouva en présence de deux projets similaires et concurrents entre lesquels il dut choisir. Une proposition d'accord, entre les deux groupes, suggérée par Paris échoua début 1973.
- 25 Le gouvernement, indécis, tenta alors de relancer des projets industriels anciens : la SLN avait eu l'ambition de construire une usine, en collaboration avec le groupe Patino Mining Corporation, au sein de la société métallurgique calédonienne (Somécal). En 1972,

le projet avait été repris par la filiale française de Patino, la compagnie française d'entreprise minière métallurgique (Cofremi), associée au groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK) et à la société suédoise Granges. Une nouvelle société fut constituée, la Société minière et métallurgique du nickel (Sommeni), et une demande d'agrément fiscal fut déposée en janvier 1973, en vue de la construction d'une usine à Koumac.

- 26 C'est dans ce contexte que l'on voit Foccart, le 13 juillet 1973, demander à Pierre Messmer, alors Premier ministre, « d'agir sur Jouven pour enfin amener Pechiney à participer à l'opération ». Nous ignorons si Pierre Messmer a relayé ou non cette demande auprès de Pierre Jouven. Mais les faits parlent d'eux-mêmes : en août 1973, PUK se retira du projet et Patino continua seul.
- 27 Si Pechiney a pu, sous la pression du gouvernement mais cela reste à démontrer, décider d'investir en Nouvelle-Calédonie, il semble que cette opération fut avant tout un travail d'étude et de prospective. *In fine*, l'entreprise choisit de ne pas donner suite, contrariant les ambitions politico-économiques de Jacques Foccart pour la Nouvelle-Calédonie.
- 28 Le *Journal de l'Élysée* constitue une source nouvelle dont la valeur et l'intérêt sont à prendre en compte par les historiens. Comme tout témoignage, ce document reste à utiliser avec prudence et un travail de recoupement des informations et de confrontation avec les sources écrites et orales est nécessaire pour en apprécier la juste valeur.
- 29 Peut-on parler d'un réseau Foccart dans le monde des entreprises ? L'étude du cas de Pechiney montre bien les limites de cette hypothèse. L'influence du secrétaire général aux Affaires africaines et malgaches reste toute relative, même si l'on note des tentatives d'inflexion des stratégies industrielles.
- 30 Le fait est, cependant, que la donnée économique fait bel et bien partie des préoccupations de Jacques Foccart comme de Pompidou, et que tous deux ont en commun de susciter, et d'entretenir un dialogue avec les responsables d'entreprise.

NOTES

1. Jacques Larrue, *Fria en Guinée. Première usine d'alumine en terre d'Afrique*, Paris, Karthala, 1997, 424 p. Cet ouvrage est tiré de sa thèse en doctorat de droit soutenue le 13 septembre 1994, à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne.
2. Y participent, outre Pechiney, son concurrent français Ugine, le suisse Alusuisse, l'allemand Vereinigte Aluminium Werke (VAW) et l'italien Montecatini.
3. *Journal*, III, p. 130.
4. *Journal*, III, p. 582.
5. *Ibid.*, p. 283.
6. Le 22 novembre 1970, des Portugais et des Guinéens du FLNG débarquent à Conakry. Sékou Touré accuse la France et l'Allemagne d'en être complices.